

ECONOMIC  
AND  
SOCIAL COUNCILCONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIALE/AC.7/W.24  
19 July 1948  
FRENCH  
Original : ENGLISHDual Distribution for Council Members

## COMITE SOCIAL

RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA  
FEMME SUR SA DEUXIEME SESSION (Document E/615).

## PROJETS DE RESOLUTION

Les projets de résolution que l'on trouvera plus loin concernent celle des sections du rapport de la Commission de la condition de la femme sur sa deuxième session que le Comité social n'a pas encore examinées. Le Secrétariat les a rédigées en partant du texte du rapport présenté au Conseil par cette Commission, pour le cas où le Comité désirerait avoir entre les mains, comme document de travail, un avant-projet qui soit de nature à l'aider à rédiger des résolutions à soumettre au Conseil.

## LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

PREND ACTE du rapport de la Commission de la condition de la femme sur sa deuxième session (document E/615) et adopte les résolutions suivantes :

## 1. Droits politiques des femmes (paragraphe 14 du rapport)

## LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

RECONNAISSANT que la dignité et la valeur de la personne humaine, et l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, dont fait mention la Charte des Nations Unies, exigent l'abolition de l'inégalité politique dont les femmes souffrent encore dans de nombreux pays;

ESTIMANT que la participation des femmes à la vie nationale, économique, culturelle, sociale et politique sur un pied d'égalité avec les hommes, est impossible si on ne leur accorde pas les mêmes droits qu'aux hommes;

PRENANT ACTE de la décision de l'Assemblée générale du 11 décembre 1946, relative aux droits politiques de la femme, et des réponses envoyées par le gouvernement de certains Etats membres;

CONSTATE que, si la majorité de ces Etats ne font aucune distinction entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le droit de vote et l'éligibilité, quelques-uns observent encore, dans ce domaine, des pratiques discriminatoires à l'égard des femmes;

DEMANDE au Secrétaire général d'adresser à tous les gouvernements qui n'ont pas répondu à la communication qu'il leur a envoyée à la suite de la décision prise par l'Assemblée générale le 11 décembre 1946 (section A de la Résolution 56 (I)), et pour autant que ces gouvernements n'accordent pas tous les droits politiques aux femmes, une note spéciale leur demandant ce qu'ils comptent faire pour réaliser "l'égalité des droits des hommes et des femmes", affirmée par la Charte, dans le domaine du droit de vote et de l'éligibilité aux fonctions publiques, et pour les inviter instamment à prendre sans délai les mesures appropriées;

RECEIVED

29 JUL 1948

UN  
ARCHIVES

DEMANDE aux Etats Membres des Nations Unies qui n'ont pas encore accordé aux femmes les mêmes droits politiques qu'aux hommes, de leur accorder ces droits dans tous les domaines de la vie économique, nationale, culturelle, sociale et politique.

LE CONSEIL attire également l'attention sur le fait que la possibilité pour les femmes d'exercer ces droits, ainsi que leur participation plus active aux élections, et leur désignation plus fréquente aux postes importants des institutions nationales, publiques, municipales et autres, aideront à intéresser effectivement les femmes aux élections, leur permettront de s'intéresser davantage à la vie politique et sociale et les inciteront à user plus pleinement de leur droit à prendre part aux élections.

2. Participation des femmes à l'action gouvernementale internationale (paragraphe 16 du rapport).

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

CONSIDERANT que l'Article 8 de la Charte des Nations Unies dispose que : " Aucune restriction ne sera imposée par l'Organisation à l'accès des hommes et des femmes, dans des conditions égales, à toutes les fonctions, dans ses organes principaux et subsidiaires " ;

MANIFESTE SON INQUIETUDE du fait que le Secrétaire général n'a jusqu'à présent nommé que très peu de femmes aux situations importantes du Secrétariat ;

a) INVITE LE SECRETAIRE GENERAL à nommer des femmes aux situations importantes du Secrétariat des Nations Unies ;

b) CONSEILLE aux Etats Membres de nommer des femmes, en nombre croissant, pour les représenter auprès des organes et institutions des Nations Unies et dans les organisations et conférences internationales ;

c) PROPOSE que, dans les organisations qui ne comprennent actuellement pas de femmes, on envisage de nommer des femmes dès que des vacances se présenteront.

3. Accès des femmes, sur un pied d'égalité, à tous les échelons des fonctions publiques (paragraphe 16 du rapport).

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

PRENANT ACTE du fait que, dans certains pays, les fonctions administratives ne sont pas toutes accessibles aux femmes, que celles-ci ne sont pas représentées dans les commissions d'examen et de nomination des administrations, et que l'on fait des distinctions entre les hommes et les femmes en ce qui concerne les titres requis, le choix dans les nominations, les traitements, les chances d'avancement et de promotion, et les motifs qui interdisent l'exercice d'une fonction publique, tels que l'interdiction aux femmes mariées d'obtenir un poste ou de conserver leur emploi ; et

CONSIDERANT que dans certains pays les femmes sont l'objet de pratiques discriminatoires en ce qui concerne l'exercice des professions libérales et l'accès aux postes diplomatiques ou consulaires, ainsi qu'aux fonctions judiciaires, même si elles sont parfaitement qualifiées pour remplir ces fonctions,



DEMANDE au Secrétaire général d'attirer l'attention des Etats Membres sur les engagements qu'ils ont pris en ce qui concerne la condition de la femme lorsqu'ils ont signé la Charte des Nations Unies, pour que ces Etats accordent aux femmes, mariées ou célibataires, exactement les mêmes possibilités qu'aux hommes d'accéder aux emplois dans l'administration, dans toutes les professions, dans toutes les carrières diplomatiques, consulaires et judiciaires, ainsi qu'à tous les échelons des fonctions publiques.

4. Centre de documentation pour l'éducation civique des électrices (paragraphe 17 du rapport).

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DEMANDE AU SECRETAIRE GENERAL

a) de continuer à recueillir sur les programmes d'éducation civique des femmes qui ont récemment acquis le droit de vote des renseignements destinés aux organisations qui en auraient besoin; et

b) de créer un centre chargé de recueillir les publications relatives à cette question.

5. Nationalité, domicile, mariage et divorce (paragraphe 18 du rapport)

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

CONSTATANT que les femmes sont fréquemment l'objet de diverses mesures discriminatoires résultant du conflit des lois sur la nationalité, le domicile, le mariage et le divorce, et

PRENANT NOTE de la Convention de la Haye sur le conflit des lois sur la nationalité (1930) et de la Convention de Montevideo sur la nationalité de la femme (1933), ainsi que des études entreprises par la Société des Nations dans ce domaine,

PRIE le Secrétaire général :

a) de demander à tous les Etats Membres un rapport sur les lois et pratiques administratives actuellement en vigueur dans leur pays en matière de nationalité, de domicile, de mariage et de divorce en tant qu'elles intéressent directement les femmes mariées, ou qui ont été mariées, à un époux de nationalité différente, ainsi que les anomalies qui en résultent, et en tant qu'elles intéressent les enfants nés de parents de nationalités différentes, et à préparer un rapport à ce sujet pour la prochaine session de la Commission; et à faire rapport sur les traités et conventions existant en matière de nationalité et sur les signataires de ces traités et conventions;

b) de demander sur ce point l'avis de la Commission du droit international, de la Commission des questions sociales, de la Commission des droits de l'homme et de divers autres organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, et à communiquer ces renseignements à la Commission de la condition de la femme pour qu'elle en tienne compte

en faisant des recommandations pour l'établissement d'une convention satisfaisante en matière de nationalité;

c) De transmettre aux Etats Membres la prière d'accorder aux femmes mariées les mêmes droits en matière de nationalité qu'aux hommes et aux femmes non mariées.

6. Accès des femmes aux études (Paragraphe 20, 22, 23 et 24).

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DEMANDE aux Etats Membres de Nations Unies d'octroyer aux femmes, par la voie législative, des droits égaux à ceux des hommes en matière d'instruction, et de faire en sorte qu'il leur soit réellement possible de bénéficier de cette instruction;

RECOMMANDE de garantir ces droits aux femmes, quelles que soient leur nationalité et leur race, au moyen d'un enseignement général obligatoire, d'un enseignement primaire gratuit, d'un système de bourses accordées par l'Etat aux étudiants méritants des écoles supérieures, d'un enseignement scolaire dans la langue indigène et d'un enseignement professionnel, technique et agricole gratuit, organisé à l'intention des femmes dans les entreprises et les régions rurales;

PROPOSE en outre que l'UNESCO donne dans son rapport annuel des renseignements sur le progrès de ses travaux et sur ses projets touchant l'amélioration de l'éducation scolaire offerte aux femmes; et que l'UNESCO élabore un ensemble de projets et de programmes pour l'instruction de femmes adultes dans les divers pays, dans les cas où de tel programmes aideraient à résoudre le problème de l'analphabétisme; et

QUE L'UNESCO conseille aux Gouvernements l'inscription au programme des écoles primaires et secondaires de cours traitant des droits politiques, sociaux et civiques de la femme, de l'évolution historique de cette importante question, et des résultats pratiques obtenus dans ce domaine, pour enseigner aux jeunes générations les principes de l'égalité des sexes.

7. Projet de charte du corps enseignant (Paragraphe 22 du rapport).

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

APPUIE la proposition de l'UNESCO de faire figurer dans le projet de charte du corps enseignant la phrase: "qu'aucune exclusive fondée sur des distinctions de race, de couleur, de sexe ou de religion ne puisse peser sur aucune branche du corps enseignant";

DEMANDE instamment qu'étant donné certains usages trop répandus, l'on propose en outre de faire appuyer par cette charte le principe de l'égalité de salaire pour les hommes et les femmes et celui de l'abolition des mesures discriminatoires contre les femmes mariées.



8. Droits économiques de la femme (paragraphe 25 du rapport)

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

RECONNAISSANT que toute restriction en matière d'égalité des droits des hommes et des femmes constitue une atteinte aux droits fondamentaux de la personne humaine et est incompatible avec les obligations assumées par les Etats Membres des Nations Unies aux termes de la Charte.

CONSTATANT qu'il existe, dans un certain nombre de pays, des pratiques discriminatoires en ce qui concerne la condition économique et sociale des femmes et qu'il résulte de ce fait que la dignité et la valeur de la femme, ainsi que le rôle actif qu'elle joue dans la société, ne sont pas suffisamment reconnus et favorisés comme il conviendrait, ce qui retarde le progrès social et l'amélioration du niveau de vie des habitants de ces pays,

INVITE les Etats Membres des Nations Unies à prendre les mesures nécessaires pour que

- a) Quelles que soient leur nationalité, leur race, leur langue ou leur religion, les femmes bénéficient des mêmes droits que les hommes en ce qui concerne le travail et sa rémunération, les loisirs, les assurances sociales et l'instruction, et que,
- b) Dans chaque pays, la loi garantisse les droits des mères et des enfants.

9. Droits de propriété de la femme mariée (paragraphe 25 du rapport)

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

AFFIRME sa conviction que toutes les femmes doivent jouir de la plénitude des droits économiques, quel que soit leur état-civil au point de vue du mariage;

ATTIRE l'attention sur les divergences des législations dans ce domaine, certaines apportant des restrictions au droit de la femme mariée d'agir en qualité de tutrice, de disposer de ses biens et de son salaire et d'entreprendre librement des opérations commerciales, et d'autres encore;

INVITE LE SECRETAIRE GENERAL à achever aussi rapidement que possible les diverses sections du questionnaire actuellement en cours d'élaboration et concernant les droits économiques de la femme mariée pour les adresser aux divers gouvernements.

10. Mariage (paragraphe 29 du rapport)

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

PREND ACTE de l'extrait suivant de la déclaration de principes que la Commission de la condition de la femme a adoptée à sa première session :

"Egalité complète de tous les droits civils, sans distinction de nationalité, de race, de langue ou de religion et, notamment :

"a) Mariage - Liberté du choix dans le mariage, dignité de la femme, monogamie, égalité des droits en matière de dissolution du mariage..."

LE CONSEIL PREND NOTE du fait que la Commission a tenu à ajouter à cette déclaration de principes les observations suivantes :

1) Monogamie. La Commission tient à souligner qu'elle soutient le principe de la monogamie et prie instamment l'Organisation des Nations Unies de diriger ses efforts dans le sens de l'adoption de ce principe.

2) Liberté du choix. Ce droit ne saurait être pleinement garanti que si l'on admet que les individus ont le droit de quitter leur pays d'origine en contractant mariage et de résider avec leur conjoint dans tout autre pays, d'où l'on ne pourra légalement les expulser. En conséquence, la Commission est heureuse de prendre acte des termes du deuxième alinéa de l'article 10. (2) du projet de Déclaration des droits de l'homme (document E/500), qui consacre un droit indispensable à la protection de la liberté du choix dans le mariage.

11. Questionnaire du Conseil de tutelle (paragraphe 31 du Rapport)

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

PROPOSE au Conseil de tutelle d'apporter au texte actuel du questionnaire provisoire qu'il a rédigé en vertu de l'Article 88 de la Charte les modifications suivantes :

Question 24. Donner à la question la forme suivante (l'amendement est souligné) :

"Donner un bref aperçu des lois et règlements concernant le droit de suffrage et exposer d'une façon détaillée leur application aux hommes, aux femmes et aux groupes raciaux. Les femmes votent-elles dans les mêmes conditions que les hommes ? Hommes et femmes sont-ils également éligibles aux fonctions publiques ?

Question 25. Après la question 25, ajouter la question suivante :

"Quelles ont été les mesures prises pour augmenter le nombre des femmes dans les organes gouvernementaux ? Fournir des chiffres exacts ou des tableaux statistiques."

Question 133. Donner à la question la forme suivante (l'amendement est souligné) :

"Quelle est, d'après la législation, la capacité juridique de la femme (mariée ou non mariée) notamment en ce qui concerne la possibilité d'estimer en justice, de posséder des biens en propre ou d'hériter, de disposer librement de son gain, d'être tutrice ou de faire du commerce ? La femme est-elle responsable des dettes de son mari et vice-versa ?

Question 135. Ajouter à cette question les questions suivantes :

"135 (a) "La possibilité de s'instruire est-elle accordée de façon égale aux garçons et aux filles ? La fréquentation scolaire est-elle obligatoire ? Les lois ou coutumes locales restreignent-elles l'instruction des femmes ?"

"135 (b) "Quelles sont les organisations féminines, s'il y en a, qui existent (dans le territoire sous tutelle) ? Quels sont leurs buts, leurs projets et la nature de leur action ? Et qu'a-t-on fait pour encourager leur développement ?"

Question 151. Subdiviser le paragraphe i) en deux questions distinctes (la Commission demande que, dans tous les cas, l'on mentionne séparément les femmes et les enfants et adolescents comme elle propose de le faire ici):

- "i) Emploi des femmes;
- ii) Emploi des adolescents et des enfants".

Question 166. Donner à la question la forme suivante (l'amendement est souligné):

"Quelles mesures a-t-on prises pour empêcher la discrimination en matière d'emploi et de paiement des salaires et des traitements pour des raisons de race, de sexe, de nationalité, de religion ou d'appartenance à telle ou telle tribu ?"

Question 182. Modifier cette question en lui adjoignant le point suivant :

"Donner des renseignements sur les taux de natalité et de mortalité de la population locale, spécialement de mortalité infantile.

"Signaler les mesures prises pour la prévention de la mortalité, en particulier de la mortalité infantile.

"Donner des renseignements sur les dépenses faites pour l'amélioration de la santé."

Question 220. Donner à cette question la forme suivante (l'amendement est souligné):

"Quels sont les systèmes pédagogiques et les programmes scolaires en vigueur dans l'enseignement public et privé ?  
S'appliquent-ils aux deux sexes ?



12. Emploi des moyens d'information (paragraphe 37 du rapport.)

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

PRENANT EN CONSIDERATION la nécessité d'agir sur l'opinion publique mondiale en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes,

INVITE LE SECRETAIRE GENERAL a) à demander à la presse, à la radiodiffusion, au cinéma et aux autres organes d'information du monde entier de contribuer à faire disparaître les préjugés dont on aura prouvé l'existence dans ce domaine et b) à demander au Département de l'information des Nations Unies de prêter en cette matière toute l'assistance possible à ces organes d'information et de rédiger toute documentation utile à cet égard.

13. Publications (Paragraphe 37 du rapport)

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

INVITE LE SECRETAIRE GENERAL à faire rédiger et, si possible, publier, dans un délai d'un an au plus, à l'usage du grand public, une brochure sur les droits politiques accordés ou refusés à la femme; cette brochure contiendra si possible des tableaux et des cartes faisant nettement ressortir les pays où les femmes jouissent de droits politiques complets, par opposition à ceux où ces droits leur sont entièrement ou partiellement refusés.

14. Aide aux électrices (Paragraphe 37 du rapport).

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

AUTORISE la Commission de la condition de la femme à prêter assistance aux groupes féminins organisés dans les pays où la femme vient d'obtenir le droit de vote ou est en voie de l'obtenir, en les aidant par tous les moyens possibles à recueillir les renseignements qui leur permettront d'exercer au mieux les droits récemment acquis, cette assistance comprenant des visites faites dans ces pays sur la demande des intéressées et si les conditions le permettent.

15. Echange de renseignements entre la Commission et les organisations intergouvernementales régionales (paragraphe 39 du rapport).

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

AUTORISE la Commission de la condition de la femme à accepter l'invitation de l'Inter-American Commission of Women à envoyer aux sessions de cette organisation, où qu'elles se tiennent, une observatrice pour consultation et avis.

16. Coopération avec la Commission des Questions sociales  
(paragraphe 42 du Rapport).

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

CONSTATANT que certains aspects des travaux de la Commission des questions sociales (par exemple, la traite des femmes et des enfants, la prévention du crime et le traitement des délinquants, la protection de la famille, etc) intéressent directement les travaux de la Commission de la condition de la femme, tant en ce qui concerne les droits de la femme que la lutte pour la participation des femmes à la vie publique,

CONSIDERANT que les deux Commissions auraient mutuellement avantage à travailler en étroite collaboration et à se consulter dans ces différents domaines, mais que, les deux commissions se réunissant normalement seulement une fois par an, ces fins ne peuvent être atteintes de manière satisfaisante par le seul échange de documents et de représentants aux séances,

PRIE LE SECRETAIRE GENERAL

a) De tenir la Commission de la condition de la femme au courant des travaux effectués par la Commission des questions sociales dans les domaines qui intéressent la Commission de la condition de la femme, et

b) D'inviter la Commission des questions sociales à renvoyer pour examen à la Commission de la condition de la femme, toutes les fois que cela est nécessaire, les aspects de ses travaux qui pourraient être utilement étudiés du point de vue des droits et des intérêts de la femme.

17. Coopération avec la Commission des droits de l'homme  
(paragraphe 42 du Rapport).

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DECIDE que la Commission de la condition de la femme sera représentée aux réunions de la Commission des droits de l'homme et que ses représentantes pourront participer sans droit de vote aux délibérations qui auront rapport à la condition de la femme; comme il est impossible de prévoir à quel moment d'un débat peut se présenter une question relative à des mesures discriminatoires dirigées contre la femme ou les droits de la femme, le Conseil n'impose aucune limitation du genre de celles qui figurent dans les résolutions du 29 mars 1947 du Conseil économique et social au sujet de l'admission des représentantes de la Commission aux séances de la Commission des droits de l'homme.

# 18. Coopération avec l'UNESCO (paragraphe 42 du Rapport)

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DEMANDE AU SECRETAIRE GENERAL de transmettre à l'UNESCO les résolutions appropriées, relatives aux droits culturels des femmes, qui ont été adoptées par la Commission de la Condition de la Femme et de prendre les dispositions nécessaires pour assurer, sur la base de la réciprocité, la représentation de l'UNESCO à la Commission de la Condition de la Femme, de telle sorte que cette Commission puisse être représentée, avec droit de participation mais sans droit de vote, aux réunions de l'UNESCO qui traitent de questions intéressant la condition de la femme, comme le prévoient l'article 70 de la Charte et l'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO, et

RECOMMANDE que, dans les limites du possible, la Commission de la Condition de la Femme puisse faire des observations sur les propositions de l'UNESCO relatives à des mesures affectant les intérêts de la femme, et cela avant l'adoption de telles propositions.

# 19. Travaux de recherche (paragraphe 43 du Rapport)

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

CONSIDERANT que, pour obtenir les éléments de base sur lesquels appuyer la détermination d'une politique générale, la rédaction de recommandations en vue de mesures concrètes pratiques et l'étude de projets de publications et d'autres documents de caractère vulgarisateur ou éducatif, le Secrétaire général doit fournir à la Commission de la Condition de la Femme des données de fait concernant les diverses mesures discriminatoires qui jouent actuellement à l'encontre des femmes; ces données pourront provenir 1) des gouvernements; 2) des organisations non gouvernementales et intergouvernementales ainsi que des institutions spécialisées; 3) de personnes en mesure de les fournir et intéressées à le faire; 4) de la recherche en général.

DEMANDE AU SECRETAIRE GENERAL

A. D'insister, dans les questions qu'il posera aux gouvernements, sur l'existence et la portée de ces mesures discriminatoires plutôt que sur l'égalité des droits; à cet effet, les questions devront être moins nombreuses, plus brèves et plus précises que ce n'est le cas pour celles qui figurent au questionnaire actuel.

B. De ne considérer la documentation recueillie auprès des gouvernements que comme une des sources possibles de renseignements; il faudra compléter cette documentation et, le cas échéant, la recouper au moyen de renseignements provenant d'autres sources, pour être sûr d'avoir un tableau complet, précis et bien équilibré.

C. De présenter cette documentation à la Commission sous forme d'analyse comparée par sujet.

# 20. Secrétariat (paragraphe 45 du Rapport)

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

CONSIDERANT les difficultés qu'a rencontrées le Secrétariat des Nations Unies pour obtenir les renseignements qui permettraient de préciser de façon convenable quelles sont les mesures discriminatoires actuelles qui prennent le sexe pour motif,



CONSIDERANT que, pour remplir comme il convient l'engagement qu'elle a pris de travailler à réaliser l'égalité des droits pour la femme dans les domaines politique, économique, civique, social et pédagogique, la Commission de la Condition de la Femme doit tenir compte de nombreuses études qui lui permettraient de signaler les injustices dont la femme est encore victime,

DECIDE de rechercher les moyens de renforcer les bureaux de la Commission de la condition de la femme au Secrétariat en lui affectant le personnel technique suffisant pour accomplir la lourde tâche qui lui est confiée.

21. Résolution sur la prostitution commercialisée et les maladies vénériennes (annexe A du Rapport).

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

TRANSMET à la Commission des questions sociales et à l'organisation mondiale de la santé, pour information, la résolution que la Commission de la condition de la femme a adoptée, lors de sa deuxième session, au sujet de la prostitution commercialisée et des maladies vénériennes. \*

---

\* Voici le texte de cette résolution :

CONSIDERANT

Que la prostitution commercialisée et la réglementation officielle de la prostitution constituent une violation des droits de l'homme et des principes des Nations Unies et qu'elles abaissent la femme à la condition la plus déshonorante, la plus dégradée et la plus humiliante;

CONSIDERANT

Que c'est un fait connu que, dans de nombreux pays, le vice commercialisé et la traite des femmes mettent en jeu de gros et puissants intérêts, qui font obstacle à tous les efforts tentés pour faire disparaître ce fléau social;

CONSIDERANT

Que l'existence de maisons de tolérance fournit un marché pour le commerce des femmes, encourageant ainsi la traite des femmes, ce qui est contraire aux conventions internationales;

CONSIDERANT

Que les maisons de tolérance et les prostituées inscrites créent un sentiment illusoire de protection contre la contamination vénérienne;

CONSIDERANT

Que l'opinion des milieux les plus éclairés est que la lutte contre les maux causés par la prostitution et les maladies vénériennes devrait être menée par les spécialistes du service social et par les médecins et que le moyen le plus efficace de prévenir ces maladies consiste dans le traitement gratuit et secret de la maladie, accompagné d'une éducation appropriée;

EN CONSEQUENCE

LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME, invite le Conseil économique et social à communiquer la présente résolution, pour information, à la Commission des questions sociales et à l'Organisation mondiale de la Santé.